



L'AUTRE PANDÉMIE

Les crises interconnectées des violences basées sur le genre et de la COVID-19

www.oxfam.org



OXFAM

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent une autre pandémie qui touche tous les groupes sociaux, dans le monde entier. Elles ont pourtant été en grande partie omises des plans de réponse à la COVID-19 et des plans de reprise.

Il est évident que la pandémie de COVID-19 a intensifié les VBG, dont les violences domestiques et les violences au sein du couple, mais les investissements dédiés à la prévention des VBG et à la réponse à ces violences se sont révélés profondément inadaptés, ne représentant que 0,0002 % des fonds consacrés à la réponse au coronavirus. Les obstacles à la justice de genre, et notamment les normes sociales toxiques, persistent, mais les progrès réalisés depuis le lancement de la campagne de 16 jours d'action contre les violences basées sur le genre prouvent que des solutions existent, et que l'activisme féministe peut conduire à l'élimination des violences basées sur le genre.

© Oxfam International, novembre 2021.

Ce rapport a été rédigé par Rowan Harvey. L'auteur souhaite remercier Leah Mugehera (responsable déléguée), Charlotte Becker, Amina Hersi, Florence Ogola, Helen Wishart et Jacqueline Awiti d'Oxfam International pour leur contribution et leur soutien. Nous remercions Aileen Charleston, Christine Lundambuyu, Amita Pitre, April Ann Bulanadi, Diniwe Phiri, Keita Rose, Razan Wazwaz, Fadi Touma, Yee Mon Oo, Laura Victoria Gómez Correa, Dana Abed, Anushree Jairath, Lingalireni Mihowa et Naana Nkansah Agyekum, des équipes pays et régionales d'Oxfam.

Nous adressons des remerciements particuliers à Anam Parvez, Irene Guijt, Jassar Altahat, Megan Lowthers, Patricia Espinoza Revollo, Julie Thekkudan, Rebecca Shadwick, Victoria Stetsko, Andreas Larsen, Fiana Arbab, Sarah Tuckey et Julie Lafrenière pour leur contribution considérable et leur rôle de consultant-es, en tant que membres des groupes de référence, d'équipes de projet et de spécialistes des statistiques.

Nous sommes remercions les relecteurs et relectrices externes, qui ont généreusement pris le temps de nous prodiguer des conseils précieux, lesquels ont donné forme à cette note d'information : Daryl Leyesa de la National Rural Women Coalition ou Pambansang Koalisyon ng Kababaihan sa Kanayunan (PKKK) aux Philippines, Vanina Escales de LatFem en Argentine et Shanaz Sumi de Bangladesh Nari Progati Sangha (BNPS).

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous
l'ISBN 978-1-78748-839-7 en novembre 2021.

DOI : 10.21201/2021.8366

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Morgane Menichini et relu par Barbara Scottu.

Photo de couverture : Monica est une défenseuse des droits humains et territoriaux et fait partie des « Force of Wayuu Women ». Elle a été déplacée de sa communauté après avoir reçu des menaces de mort en raison de son activisme contre les sociétés minières qui polluent la rivière Aguas Blancas. Elle continue son travail au péril de sa vie. © Pablo Tosco/Oxfam. Photo de fin : Hautes-Terres orientales, Papouasie-Nouvelle-Guinée : les frères Dirua* et Suri* (au t-shirt jaune) avec leurs familles, qui ont tous été confrontés à des violences liées à des accusations de sorcellerie.

RESUME

Bien avant l'arrivée de la COVID-19, les filles, les femmes cisgenres et transgenres et les personnes LGBTQIA+ faisaient face à une pandémie tout aussi dévastatrice, mais passée sous silence. À l'échelle mondiale, les violences basées sur le genre (VBG) figurent parmi les causes de décès, de blessures et de souffrances mentales et émotionnelles les plus courantes. Ces violences constituent l'une des violations des droits humains les plus répandues au monde, une crise sanitaire généralisée et meurtrière¹. Une femme sur trois, soit 736 millions, sera confrontée à des violences physiques ou sexuelles de la part d'un conjoint ou d'une autre personne au cours de sa vie².

À l'échelle mondiale, la prévalence des violences faites aux femmes et aux filles dans le cadre intime en 2018 était plus élevée que celle des infections à la COVID-19 au cours des 12 derniers mois³, ce qui indique clairement la différence de traitement accordé à chacune de ces crises. Le coronavirus a anéanti les efforts déployés pour répondre aux VBG et les prévenir, et les cas de violences basées sur le genre ont explosé depuis le début de la pandémie⁴. Des données de dix pays montrent que le nombre d'appels à des lignes d'écoute spécialisées dans la prise en charge des violences domestiques ou des VBG a augmenté de 25 à 111 % au cours des premiers mois de la pandémie, alors que les filles, les femmes cisgenres et transgenres et les personnes LGBTQIA+ étaient confinées avec leurs agresseurs, isolées de leurs cercles sociaux et dans l'incapacité d'accéder à des services vitaux essentiels⁵.

Si 146 États membres et observateurs des Nations Unies se sont déclarés disposés à faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité des plans de réponse au coronavirus⁶, peu ont tenu leur engagement, et le budget alloué à la lutte contre les VBG à l'échelle mondiale n'a représenté que 0,0002 % des 26 700 milliards de dollars de fonds consacrés à la réponse au coronavirus⁷.

La pandémie de COVID-19 a également montré que lorsqu'ils passent réellement à l'action, les gouvernements peuvent approuver des mesures extraordinaires pour protéger leurs citoyen·nes et répondre à des crises sanitaires meurtrières⁸. En novembre de cette année, nous célébrons le trentième anniversaire de la campagne de 16 jours d'action contre les violences basées sur le genre, une occasion de réfléchir aux progrès réalisés, de prendre note des obstacles que nous rencontrons encore, et d'appeler les gouvernements et les institutions internationales à renouveler leurs efforts de lutte contre les VBG à l'échelle mondiale. Dans ce rapport, nous allons dresser un bilan de l'impact du coronavirus sur les personnes ayant été confrontées à des VBG, réfléchir aux conséquences du manque d'implication constant dans cette lutte, et appeler à coordonner la réponse à la pandémie de COVID-19 et les efforts visant à mettre un terme à l'autre pandémie : celle des violences basées sur le genre, moins reconnue mais tout aussi dévastatrice.

Définir les violences basées sur le genre

Les violences basées sur le genre (VBG) englobent tout acte de violence physique, psychologique, sexuelle ou économique envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur genre, de leur sexe ou de leur non-conformité aux normes et stéréotypes de genre. Elles sont une expression de dynamiques de pouvoir inégales, étayées par des normes sociales et des croyances pétries de domination, de déséquilibres et d'abus de pouvoir et formalisées par les lois, les politiques et les réglementations des institutions sociales⁹. Les VBG peuvent prendre de nombreuses formes, notamment physique, psychologique et sexuelle. Elles peuvent également toucher l'aspect social de la vie des personnes concernées, lorsqu'elles se retrouvent isolées de leurs communautés ou groupes sociaux, et affecter leur situation économique, jusqu'à les plonger dans un dénuement complet¹⁰.

16 jours d'action contre les violences basées sur le genre

Lancée en 1991 par le Centre for Women's Global Leadership (CWGL), la campagne de 16 jours a lieu chaque année du 25 novembre, date anniversaire de la mort des militantes Patria, Minerva et Maria Teresa Mirabal en République dominicaine, au 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. À ce jour, plus de 6 000 organisations, dans 187 pays environ, ont participé à cette campagne mondiale, en menant des actions de sensibilisation, de renforcement de la solidarité et en appelant à ce que les VBG soient considérées comme une violation des droits humains. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site 16dayscampaign.org

Pouvoir rendre des comptes

Oxfam a conscience de ne pas toujours avoir soutenu et protégé les personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre et de ne pas avoir pris la responsabilité des violences perpétrées par d'anciennes membres du personnel. Nous nous sommes engagé-es à répondre de ces manquements et à soumettre nos politiques et procédures à une supervision externe. Par le biais de nos campagnes, notre programmation et nos recherches, nous souhaitons honorer les besoins de toutes les personnes ayant été confrontées à des violences et réparer les torts que nous avons causés.

Pour en savoir plus sur les moyens mis en place par Oxfam pour adapter ses politiques et pratiques, rendez-vous sur la page

<https://www.oxfam.org/fr/reponse-immediate-aux-problemes-de-comportements-sexuels-reprehensibles>

NOTES

¹ F.M. Knaul, F. Bustreo et R. Horton. (2020). Countering the pandemic of gender-based violence and maltreatment of young people: The Lancet Commission. The Lancet, Vol. 398, Numéro 10218.

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)33136-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)33136-8/fulltext)

² Organisation mondiale de la Santé. (2021). Violence against women prevalence estimates, 2018: Executive summary.

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240026681>

³ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621309/mn-ignored-pandemic-methodology-251121-en.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

⁴ J. Usta, H. Murr et R. El-Jarrah. (2021). COVID-19 Lockdown and the Increased Violence Against Women: Understanding Domestic Violence During a Pandemic. Violence and Gender, Vol 8. n° 3.

<https://www.liebertpub.com/doi/10.1089/vio.2020.0069>

⁵ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621309/mn-ignored-pandemic-methodology-251121-en.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

⁶ V. Sharma, E. Ausubel, C. Heckman et al. (2021). Mitigating gender-based violence risk in the context of COVID-19: lessons from humanitarian crises. BMJ Global Health.

<https://gh.bmj.com/content/bmjgh/6/3/e005448.full.pdf>

⁷ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621309/mn-ignored-pandemic-methodology-251121-en.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

⁸ T. Hale, N. Angrist, R. Goldszmidt et al. (2021). A global panel database of pandemic policies (Oxford COVID-19 Government Response Tracker). Nat Hum Behav 5, 529–538.

<https://www.nature.com/articles/s41562-021-01079-8>

⁹ S. Javed et V.K. Chattu. (2020). Patriarchy at the helm of gender-based violence during COVID-19. AIMS public health, Vol. 8, numéro 1.

<http://www.aimspress.com/article/doi/10.3934/publichealth.2021003>

¹⁰ Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. (2021). What is Gender Based Violence? Site consulté le 12/10/2021.

<https://eige.europa.eu/gender-based-violence/what-is-gender-based-violence>



OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)

www.oxfam.org



OXFAM